



# Le Communard

## 35

Prix libre en soutien. janvier - février 2009. Numéro 19

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

### Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

Notre volonté en vous distribuant ce petit journal, est de vous donner des informations du terrain social : échos des boîtes ou secteurs en lutte, infos juridiques et syndicales sur nos droits de travailleurs, des rappels sur l'histoire du mouvement ouvrier, en fait tout ce qui peut nous aider à retrouver une combativité bien souvent éteinte. Bref, ce modeste bulletin se veut un outil aux services des luttes sociales interprofessionnelles.

Nous sommes militants anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires de la région de Rennes, organisés à la Fédération Anarchiste, ou sympathisants libertaires, syndiqués ou non syndiqués. Nous travaillons dans les secteurs privé et public. Certains d'entre nous sont chômeurs, précaires, lycéens ou étudiants. Nous nous reconnaissons dans la Charte d'Amiens de la CGT de 1906: le syndicat est l'instance d'organisation du prolétariat sur le terrain économique. Il est aujourd'hui outil de la lutte quotidienne contre le patronat et l'État et il pourra être à l'avenir l'organe d'émancipation de la classe des travailleurs et travailleuses. Cette émancipation définitive ne pourra avoir lieu qu'après la révolution sociale, qui mettra à bas le système politique, social et économique actuel, basé sur l'exploitation de la majorité, les travailleurs par une minorité: les actionnaires de la classe capitaliste.

**Dans cette optique-là, le journal vous est ouvert et toutes vos contributions y sont les bienvenues à l'adresse suivante :**

«Le Communard 35» C/o local La Commune, 17 rue de Châteaudun - 35000 Rennes ou le courriel: [lienanarchosyndicalistederennessubscribe@yahoo.com](mailto:lienanarchosyndicalistederennessubscribe@yahoo.com)

ou aux permanences les mercredis et samedis de 14h à 18h au local «La Commune». Retrouvez «Le Communard 35» sur : <http://farennnes.free.fr/communard35/communard.htm>

## Avis de Tempête sur le Front Social

On a beau chercher, à part un courtier victime des méthodes douteuses de Bernard Madoff, la crise n'a pas fait beaucoup de dégâts dans les rangs des banquiers et des grands patrons. Leurs aînés de 1929, eux, avaient du panache, et se jetaient de désespoir du haut de leurs beaux gratte-ciel tout neufs. On savait vivre en ce temps-là... Mais leurs rejetons de 2009 n'ont plus besoin de recourir à de telles extrémités, ce qu'ils appellent «la crise» ne les

touche pas: le système bancaire réalise-t-il des pertes record? L'Etat passe l'éponge! Le secteur immobilier voit-il arriver la fin de la flambée des prix et se voit-il privé de juteuses plus-values? L'Etat rachète des logements! L'industrie automobile estime-t-elle que sa main-d'œuvre n'est pas assez productive? Elle se fait subventionner à hauteur de 5 milliards et obtient l'autorisation

de faire passer de 600 à 1 000 heures le maximum d'heures de chômage partiel, soit l'équivalent de la moitié d'une année! Flexibilité maximale pour l'ouvrier, assurance de voir les profits

maintenus pour les actionnaires, on aimerait que tout le monde connaisse le même genre de crise...

Mais ça branle dans le manche, partout les appels à la grève se multiplient, et le pouvoir sait qu'il a des raisons de craindre un

embrasement généralisé, comme en témoigne le temporaire repli de Darcos sur sa réforme des lycées. Si bien que la question qui se pose n'est pas de savoir si la grève du 29 janvier va être réussie, mais plutôt de savoir ce que nous en ferons, et si elle sera suivie d'un 30 janvier de luttes, et les jours suivants pour en finir avec l'exploitation.

Saurons-nous ne pas nous arrêter en chemin?

**L'exploitation, c'est tous les jours ! Et demain le 30 janvier, on retourne au boulot pour quoi ?**

**CE SOIR  
JEUDI 29 JANVIER  
20h30**

**Quelles perspectives de lutte ?  
INVITATION à discussion libre  
avec des camarades  
syndicalistes révolutionnaires,  
libertaires ou anarcho-  
syndicalistes**

**Au local « La Commune » 17 rue  
de Châteaudun, Rennes.  
Tel : 02 99 67 92 87**

## Chômage partiel à Aumont et ailleurs : ne laissons pas faire !

Chez Aumont comme dans beaucoup d'entreprises, nous subissons des périodes de chômage partiel : 12 jours en décembre, 11 jours en janvier, 1 semaine en février + tous les vendredis et voire même tous les jeudis. Les pertes de salaires sont conséquentes : 24€ par jour pour le personnel travaillant en journée et 33€ par jour pour le personnel travaillant en équipe. En mars nous savons de manière non officielle qu'une trentaine de licenciements devrait avoir lieu. Lors de cette annonce le CE a émis un avis défavorable, ce qui a alerté l'inspecteur du travail qui est venu à notre rencontre nous demander pourquoi. L'entreprise Aumont est une filiale de Manitou qui engendre des milliards de bénéfices. On nous a fait produire à fond jusqu'aux vacances d'été avec une vingtaine d'intérimaires. Au retour des vacances, les intérimaires sont revenus travailler sans contrat de travail. L'entreprise les a jetés au bout d'une semaine, ils n'ont pas voulu être défendus de peur de ne pas trouver d'autres boulots. Avec toutes ces mauvaises nouvelles nous avons décidé de lancer un appel à la mobilisation aux unions départementales d'Ille et Vilaine. Seule FO a répondu rapidement, la CFDT avec du mal a fini par répondre favorablement (la CFDT est majoritaire chez Aumont), la CFTC a répondu favorablement, la CGT ne nous a pas répondu.

Nous avons manifesté devant la préfecture de Rennes le 12

**« L'organisation anarchiste et le  
Fédéralisme libertaire »**  
Jeudi 5 février 2009, 20h 30  
Dans le cadre de la série des débats  
politiques thématiques  
du local « La Commune »  
Discussion au 17 rue de Châteaudun.

décembre avec l'aide de quelques syndicats, STG, Legris, les transports Leray, etc.... 70% des salariés Aumont étaient présents. Les revendications étaient simples :

Pas un licenciement  
Pas de jours chômés  
Pas une perte de salaire

Nous avons été reçus par le sous-préfet de Redon. Pour les licenciements, il dit ne rien pouvoir faire ; pour les jours chômés non plus ; pour la perte de salaire, l'État serait d'accord pour rémunérer à hauteur de 80% du salaire net (58% environ aujourd'hui) si les employeurs mettent aussi la main au portefeuille. Une heure après la mobilisation mon employeur m'appelle pour me dire que la procédure de licenciement est mise au frigo et que la réunion du conseil de surveillance initialement prévue le 15 décembre est repoussée à une date ultérieure (hasard ou volonté de casser le mouvement nul ne le sait pour le moment) Nous ne pouvons pas en rester là, il faut continuer à se mobiliser et ne pas accepter ça comme une fatalité. Les salariés de chez Aumont l'ont compris : pour preuve environ 90% de votants aux prud'homales et Force Ouvrière largement en tête au bureau de Laillé.

Marc Martin DS FO chez Aumont

## Nous ne payerons pas cette crise à leur place!

Voici maintenant trois mois que les médias nous rebattent les oreilles avec la crise, et qu'un scénario bien ficelé alimente le feuilleton quotidien: il y a d'abord eu un krach boursier, qui aurait provoqué une crise de confiance dans le fonctionnement du crédit, qui aurait causé une crise du système financier, qui à son tour aurait gangrené l'économie réelle, pour aboutir à une inéluctable crise sociale, aussi inévitable que palpable pour chacun-e d'entre nous.

Une seule de ces crises nous importe: celle qui nous tombe sur la gueule : les autres, c'est du pipeau, un immense prétexte pour déclarer une guerre à outrance à la classe ouvrière.

Un krach boursier, par définition, c'est suivi de ce que les experts genre Jean-Marc Sylvestre appellent un « rebond technique »: le cours de l'action X est descendu, c'est le moment d'acheter, et automatiquement ça remonte. Où est la perte de fric? Ainsi, quand une action baisse, la perte est fictive tant que la vente n'est pas réalisée, et le gain est réel au moment des redistributions de dividendes. Mieux, on peut spéculer sur les hausses et les baisses prévisibles: c'est comme ça que l'action Volkswagen a pu s'apprécier de 70% en plein krach à l'annonce de sa fusion avec Porsche ! Tiens, tiens...

Crise du crédit? Est-ce qu'on peut dire qu'un secteur qui peut jouir d'une garantie de 3 000 milliards à l'échelle de la planète est en crise? Tout baigne au contraire! C'est même le casse du siècle! Les gouvernements prêtent de l'argent qu'ils vont être obligés d'emprunter, et de nous faire rembourser par l'impôt et par notre travail, des années au chagrin pour des sommes sorties du néant par un simple jeu d'écriture!

En revanche, ce qui est bien réel, et qui dure depuis que l'exploitation capitaliste est apparue, c'est que ceux qui n'ont que leur travail pour survivre voient les effets ravageurs d'une guerre de classe qui prend ces derniers temps une tournure d'une rare violence.

Le capitalisme recherche la profitabilité de la production, et pour cela, il dispose de plusieurs armes: il peut s'appuyer sur le pouvoir, de gauche comme de droite, pour troquer du temps libre contre flexibilité, productivité accrue et modération salariale, merci Aubry...Ces

dernières années, il s'est mondialisé pour trouver la main-d'œuvre la moins chère possible et réaliser des économies d'échelle par l'augmentation de la production, et tant pis si la planète est détruite. Mais il y a un hic: les travailleurs des pays émergents revendiquent, comme en témoigne la grève des ouvriers roumains de Dacia.

Alors le capitalisme passe à l'étape suivante, et nous sommes en plein dedans: réduire la masse salariale par le licenciement et la baisse de la production, mais pour cela, il faut une bonne raison, et cette raison, c'est l'état d'exception dans lequel ils disent que nous vivons, et qui justifie que nous serrions les rangs, coude à coude, ouvriers et patrons ! Oui vraiment, cette crise est tellement pratique que si elle n'avait pas existé ils auraient pu l'inventer!

Rien que pour l'Ille et Vilaine, à La Janais, à la Barre Thomas, chez Cooper, Sanden, Noël, Faurecia, Legris- liste non exhaustive, le patronat envoie un message clair: vous voulez un emploi? Payez-le de votre poche! C'est cela l'unique fonction de cette crise: réduire à néant l'action revendicative! C'est cela qu'il faut arrêter!

Face au danger du partage généralisé de la misère, la Fédération anarchiste l'affirme : le capitalisme ne s'effondrera pas seul sous le poids de ses contradictions, il va falloir le mettre à bas nous-mêmes. Pour cela, un seul moyen.: bloquer par la grève générale expropriatrice le fonctionnement de l'économie, puis réorganiser sans État ni patrons chaque secteur de la vie sociale ; et il ne faudra pas compter dans cette bagarre sur les chiens de garde que sont les appareils bureaucratiques des organisations syndicales, qui ne manqueront pas de voler au secours du Medef en présentant comme une victoire d'ampleur le gain d'une broutille, comme une prime de transport ou une hausse des salaires microscopique, seul le rapport de force permettra de l'emporter...

C'est maintenant que tout se joue !

Mettons à bas le capitalisme ! Exproprions ! Autogérons !

Fédération anarchiste, groupe la sociale, rennes

## Un salarié de PSA du site de La Janais témoigne

**Le Communard :** Pour l'année 2007, PSA annonçait un bénéfice de 850 millions d'euros et en même temps se séparait d'une partie de son personnel, qu'en penses-tu ?

Les ouvriers, aujourd'hui moins nombreux dans l'usine, produisent le même nombre de véhicules malgré la réduction des effectifs. Il y a donc eu une augmentation des cadences sur les postes de travail. Le rythme de travail sur la ligne est devenu complètement dingue et les gens le payent physiquement. Le constructeur augmente ses marges et les reverse en priorité aux actionnaires au détriment des ouvriers à qui on a demandé plus de productivité. Maintenant, on fabrique une voiture comme un produit agro-alimentaire, on cherche à sortir le maximum de véhicules, quitte à ce que la qualité soit moins bonne. Ils peuvent ainsi réduire le personnel au contrôle qualité et à la réparation ; les défauts seront gérés par les concessionnaires auprès des clients mécontents.

**Le Com :** Tu parlais du rythme de travail sur la ligne, peux-tu être plus précis ?

PSA n'a jamais fait autant d'argent depuis la modernisation des chaînes de production ; la pression s'est accentuée sur les ouvriers, la hiérarchie est moins regardante quant à la finition des véhicules pourvu qu'il en sorte un maximum. La hiérarchie met en place des cadences de folie pour faire craquer les gens. C'est leur façon à eux de réduire les effectifs sans verser d'indemnités. Il m'est même arrivé de serrer les dents de rage, quand ils m'ont affecté sur la chaîne, vu les conditions dans lesquelles on travaille. Du coup, les ouvriers sont de plus en plus fatigués, stressés et usés par le travail, les échanges entre collègues sont très difficiles et l'ambiance s'en ressent. Les pauses ne durent que cinq minutes, tu as le choix entre aller aux toilettes, prendre un café, fumer ta clope. Même quand la chaîne s'arrête pour la pause, tu continues à bosser sur ton véhicule pendant une minute pour le terminer et éviter de perdre le fil de ton travail. On a donc une minute de pause qui nous est volée, sans compter le temps que tu perds pour aller aux toilettes. Toilettes situées loin de ton poste de travail. Tout est organisé pour te soumettre avec une nouvelle étape, la chasse au moindre retard. Au bout de trois retards, un blâme et dernièrement trois collègues en ont fait les frais et ont été virés.

**Le Com :** La plupart des constructeurs délocalisent leurs usines, qu'en est-il pour PSA ?

Toute la richesse que les salariés de la Janais produisent, PSA ne la redistribue pas et ne le réinvestit pas sur le site de Rennes ; PSA finance une usine en Slovaquie et une en Russie, et les sous-traitants suivent. Certains bâtiments de La Janais ont été détruits tandis que d'autres seront probablement loués à des sous-traitants. Le discours de la direction pour justifier les délocalisations était de dire que les voitures fabriquées dans ces pays, dits émergents, seraient vendues aux populations locales. Mais quand on connaît le salaire moyen d'un Slovaque ou d'un Russe, la ficelle est un peu grosse. Au final, il s'agit d'aller exploiter un peu plus des travailleurs et de nous mettre en concurrence pour gagner toujours plus d'argent.

**Le Com :** Avant les vacances d'été, la direction envisageait d'accroître la production à La Janais et quelques mois plus tard (septembre 2008) elle « remerciait » le millier d'intérimaires puis annonçait un plan social pour 1750 salariés. Suite à cette annonce dans quel état d'esprit sont les salariés ?

On a déjà essayé plusieurs plans depuis 2007, trois au total ; ils emploient du personnel en CDD (embauché pour le lancement d'un nouveau modèle) et le laissent sur le carreau lorsque le modèle est bien lancé. Aujourd'hui, ils nous utilisent sur différents postes. Peu importe que tu aies été recruté comme mécanicien, la règle est d'être ballotté dans l'usine en fonction des besoins. Pour ce qui est de l'état d'esprit, les gens ont peur, chacun veut sauver sa peau et il y a peu de solidarité. La crise a bon dos et permet de faire passer de nouvelles suppressions d'emplois ou de nouveaux redéploiements de personnel. Face à ces attaques les salariés se mobilisent très peu. Ils n'ont pas conscience de la force qu'ils représentent s'ils décidaient de se battre ensemble. La direction ne nous donne aucune information et nous sommes généralement mis au courant par les journaux ou par la TV. Pour moi, un des leviers pour faire pression sur la direction serait un mouvement de grève au moment où PSA commercialise un nouveau modèle, c'est un moyen de les toucher directement au porte-monnaie.

### « Squats, Service Public, espaces verts... vers la réappropriation de l'espace urbain »

Jeudi 5 mars 2009, 20h 30

Dans le cadre de la série des débats politiques  
thématiques du local la commune

Discussion au 17 rue de Châteaudun.

## Vous avez demandé la prison, ne quittez pas

Les patrons, dans leur volonté de toujours baisser le coût du travail, utilisent différents moyens, aidés en cela par la réglementation de l'État à leur service. Ainsi, ils cassent les systèmes de solidarité nationaux : retraites, sécu, qui sont du salaire différé ; ils cassent les statuts collectifs, ils n'augmentent pas les salaires, ils augmentent la productivité. L'un de leurs outils préférés est la mise en concurrence des salariés : part variable ou primes « au mérite », utilisation des sans-papiers qu'ils espèrent taillables et corvéables à merci, multiplication des précaires pour fragiliser les salariés à statuts... Les transferts d'activité dans des pays à fort taux d'exploitation, appelés trop souvent abusivement délocalisations, font partie de l'arsenal patronal de division des travailleurs, sur des bases nationalistes. La dernière trouvaille en date est peut-être la volonté affichée du ministère de la justice de développer le travail en prison.

Nous savons tous la souffrance vécue par les détenus. Le taux de suicide y est 8 fois celui de la moyenne nationale. L'enfermement n'est pas que la privation de liberté. La prison est la continuité logique du capitalisme basé sur la hiérarchie et l'utilitarisme social. (si on a besoin de toi, on t'exploite, sinon on te jette). Elle n'est donc que le reflet répressif d'une société d'exclusion et d'exploitation.

L'administration pénitentiaire met en avant le travail en prison comme permettant la réinsertion des détenus. Il est vrai que le travail est souvent perçu par les détenus comme un élément de valorisation. Il s'agit surtout de travail à la tâche (remplissage de cartons, pliage de brochures...), payé entre 7 et 11 euros la journée. Le droit du travail ne s'applique pas en prison. En 2007, le salaire moyen mensuel des prisonniers était de 300 euros. Seules 36% des personnes incarcérées ont une activité rémunérée.

Mais les géoliers de l'Etat ajoutent aussitôt à l'intention des futurs investisseurs que cela peut leur permettre d'éviter d'avoir à délocaliser leur

activité. Le nationalisme franchouillard est donc l'accompagnement de la baisse du coût du travail. C'est dans le cadre global de renforcement des mesures sécuritaires qu'il faut comprendre le développement de 2 centres d'appels téléphoniques en prison à partir de janvier 2009, dont un à la

### « Autogestion, Gestion Directe »

Jeudi 2 avril 2009, 20h 30

Dans le cadre de la série des débats  
politiques thématiques du local la commune

Discussion au 17 rue de Châteaudun.

prison des femmes de Rennes. Au moins *Webhelp* et *Orange* ont répondu à l'appel d'offre sur ce créneau jugé porteur. Cela devrait concerner dans l'immédiat une soixantaine de détenus. A grand coup de nouvelles technologies RFID, badges électromagnétiques, portables, caméras de

vidéosurveillance, les travailleurs sont de plus en plus surveillés, tant sur leur lieu de travail que dans la rue. Les délimitations entre travailleurs « libres » et prisonniers « travailleurs » sont de plus en plus ténues. A 300 euros par mois en prison, avec interdiction syndicale, les prisonniers deviennent un vivier de travailleurs pauvres très intéressant pour les patrons. D'autant que notre société enférme de plus en plus.

Travailleurs et détenus solidaires contre l'Etat et le patronat !

Dans le cadre d'une pétition commune la CGT et SUD réclament l'abandon du projet d'implantation de centres d'appels prévoyant l'ouverture de 3.000 postes de travail au sein des prisons.

*Pétition de la CGT et de SUD PTT contre le projet d'installation de centres d'appel dans les prisons françaises.*

« Installation de centres d'appels dans deux prisons françaises : jusqu'où vont-ils aller pour faire baisser le coût du travail ? Nous demandons l'abandon du projet d'implantation de centres d'appels prévoyant l'ouverture de 3.000 postes de travail au sein des prisons. Celui-ci n'ayant nullement le but de permettre l'éventuelle réinsertion des détenus, mais simplement d'offrir aux patrons des centres d'appels une main d'oeuvre bien moins cher que l'offshore, rémunérée bien au dessous du SMIC, et non protégé par le code du travail ou Conventions Collectives. Ce nouvel alibi sous couvert de « responsabilité sociale » n'a d'autre objectif que d'imposer à l'ensemble des salariés des centres d'appels internes et externes la continuation de la rigueur salariale, de la déréglementation des conditions de vie et de travail, et de supprimer toujours plus d'emplois. Pour notre part, la réinsertion passe d'abord par de meilleures conditions de détentions (la disparition de la surpopulation carcérale, l'augmentation du nombre de travailleurs sociaux en milieu pénitentiaire, le développement de projets éducatifs par l'obtention de diplômes). Pour toutes ces raisons, nous refusons ce projet. »

## Sabotages en série à l'Éducation Nationale

La grogne monte à l'Éducation Nationale et Darcos, qui brandissait en décembre 2008 un recul bidon sur la réforme des lycées pour endormir les lycéens, sait désormais qu'il va droit à l'affrontement, et qu'il a du souci à se faire...

On peut tout reprocher à l'élite des gouvernants de tous bords, force est de reconnaître que lorsqu'il s'agit de mettre sur pied les politiques publiques qui vont répondre aux revendications des exploités, elle fait preuve d'une ténacité à toute épreuve. L'Éducation Nationale a fait de longue date les frais du postulat de l'idéologie libérale qui veut qu'en matière d'enseignement, on puisse à l'infini faire mieux avec moins, et sur ce point un Allègre n'a rien à envier à l'actuel titulaire du poste !

Même si ce dernier, surnommé « la boîte à idées de Sarko » par le microcosme politico-journalistique, décomplexé d'entre les décomplexés, boosté par la lettre de mission que lui adressa son mentor en juillet 2007, a choisi dans les premiers mois de son mandat de passer la surmultipliée, il redécouvre les vertus de la patience et se dit qu'il y a du bon à prendre son temps pour avoir la populace à l'usure, tant est grand son mépris de la volonté populaire...

C'est qu'il en a abattu, du boulot, le bougre ! Chantier après chantier, il détruit pan par pan ce que ses prédécesseurs n'avaient pas encore réussi à faire en l'air.

Généralisation des bac pro en trois ans au détriment des BEP, qui avaient à ses yeux l'inconvénient rédhibitoire de mobiliser pendant quatre ans des enseignants devant de petits groupes d'élèves (scandale !). A l'automne 2007, mouvements des jeunes des lycées professionnels, absolument pas relayés par les organisations syndicales enseignantes : l'homme pressé de Périgueux explique alors que les BEP ne sont pas menacés et tient bon. Bilan : le quart des postes en Lycée Professionnel passe à la trappe, et 34 BEP sur 37 disparaissent !

Ecole primaire, une refonte des programmes, unanimement ressentie par les enseignants comme un retour aux années 1920 sert d'habillage pédagogique à une baisse du temps d'enseignement. En contrepartie, dans son infinie sagesse, sa majesté Darcos I<sup>er</sup> inflige deux heures de soutien hebdomadaires aux mêmes fragilisés par la réduction des horaires, et en profite pour réaffecter 3000 postes d'enseignants de Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté à cette tâche... Et il a le culot de crier au procès d'intention quand son tour de passe-passe est dénoncé ! Mais la résistance- c'est le mot choisi par les instituteurs eux-mêmes- s'organise, çà et là des femmes

et des hommes déterminé-e-s bravent l'autorité et encourent des sanctions pour ne pas appliquer les dernières dispositions en vigueur.

La maternelle est dans le collimateur : la loi fixe à trois ans l'âge de la scolarité et Darcos lorgne avec concupiscence sur les économies de postes que pourraient lui rapporter, outre l'éjection des marmots de deux ans, la généralisation des expérimentations de jardins d'enfants comme celles qui se mènent en Mayenne. L'idéologie qui sous-tend son action est odieuse : soit les femmes restent torcher les gosses à la maison, soit elles s'enrichissent assez pour payer la peau du derche la garde de leurs rejetons ; déjà l'enseignement catholique s'organise pour récolter la majeure partie de ce juteux pactole...

Enfin, last but not least, la réforme des lycées a placé le casseur en chef au centre de la tourmente. Mais à force de donner le périgourdin pour se faire battre, on prend une bonne volée... Explication : pour faire passer la pilule de la suppression de 13500 postes dans le secondaire, il faut un prétexte : une fois de plus, c'est l'inadéquation de l'institution qui est invoquée : les lycéens ne seraient pas assez préparés aux études supérieures; mieux, ils seraient demandeurs d'une réforme ! (qui ça ? FIDL et UNL, les deux officines lycéennes du PS,

rappelez-moi combien de centaines de milliers de lycéens ils représentent...) Le remède proposé est invariablement le même : baisse du temps d'enseignement et soutien en dehors du temps scolaire (là encore, le marché est juteux), avec un gadget digne d'une zapette : la modularisation, dans laquelle le lycéen choisit des enseignements optionnels pour un semestre. Evidemment, ça, c'est l'habillage, la réalité : c'est la casse des garanties statutaires des profs de lycée – et de collège avec eux-. C'est la perte des postes, la disparition de disciplines comme la philo, les classes surchargées. C'est cela qu'ont bien compris les lycéens, et qu'avec une lucidité qui force le respect, ils ont entrepris de combattre, ce que le monde enseignant serait bien avisé de faire, et vite, s'il ne veut pas voir son outil de travail saboté par un Etat qui se soucie du service public comme d'une guigne.

Pour notre part, si nous sommes, nous anarchistes, pour la disparition de l'Etat, nous nous battons pour une société de services publics gérés par ceux qui y travaillent, sur la base d'orientations et de mandats définis en accord avec les usagers ; c'est cela le fédéralisme libertaire, qui construit au quotidien ce que les gouvernants s'acharnent à démolir par idéologie et par intérêt de classe.



## Local « La Commune » : un outil au service des luttes sociales!

Cela fera 3 ans cet été que le nouveau local "La Commune" a ouvert ses portes au 17 rue de Châteaudun. Lieu de rencontre et de discussion avec des militants libertaires pendant les 2 permanences hebdomadaires du mercredi et samedi – de 14 à 18h, c'est aussi une librairie associative, un espace buvette, une vidéothèque, audiothèque et bibliothèque militante...

Les premiers jeudis de chaque mois, à 20h30, se tiennent des discussions-débats politiques, inscrits dans le courant de pensée libertaire, toujours en lien avec l'actualité sociale. Récemment, nous avons accueilli l'écrivain Lou Marin pour son ouvrage « Albert Camus et les libertaires » paru aux éditions Egrégores.<sup>1</sup> Lou marin nous faisait

le plaisir d'une tournée en Bretagne à l'initiative de groupes anarchistes dont les groupes « Francisco Ferrer » de Vannes-Lorient et « La sociale » de Rennes de la Fédération Anarchiste. Le samedi 17 janvier, le local « La Commune » au 17 rue de Châteaudun à Rennes était bourré à craquer pour entendre le camarade d'origine germanique, installé depuis 2001 à Marseille, où il est amené à militer pour le Centre International de Recherches de l'Anarchisme. (CIRA). Lou nous expliqua son attrait pour Camus, puis, en dehors de tout académisme, nous donna le plaisir de découvrir un Camus peu abordé en lycée, l'ami de militants libertaires en vue, l'homme de terrain et intellectuel engagé sur la Révolution espagnole comme sur la guerre d'Algérie...

Le local « La Commune » s'inscrit dans l'optique volontariste de l'autogestion, et se donne une mission d'éducation populaire à l'instar des bourses du travail, les ancêtres des Unions Départementales syndicales qui furent à l'origine de la CGT au début du 20<sup>ème</sup> siècle. Les anarchistes, Fernand Pelloutier en tête, les animèrent alors énergiquement. Nous relançons ici un appel à soutien pour le local, sous toutes ses formes : n'hésitez pas à parler autour de vous de cet outil au service des luttes sociales.

<sup>1</sup> Vidéos d'une partie de l'intervention de Lou Marin

1ère partie  
[http://www.dailymotion.com/farennes/video/x82p5u\\_lou-marin-albert-camus-et-les-liber\\_news](http://www.dailymotion.com/farennes/video/x82p5u_lou-marin-albert-camus-et-les-liber_news)  
2ème partie  
[http://www.dailymotion.com/farennes/video/x82rk0\\_lou-marin-albert-camus-et-les-liber\\_news](http://www.dailymotion.com/farennes/video/x82rk0_lou-marin-albert-camus-et-les-liber_news)  
3ème partie  
[http://www.dailymotion.com/farennes/video/x832x8\\_lou-marin-albert-camus-et-les-liber\\_news](http://www.dailymotion.com/farennes/video/x832x8_lou-marin-albert-camus-et-les-liber_news)  
4ème partie  
[http://www.dailymotion.com/farennes/video/x833br\\_lou-marin-albert-camus-et-les-liber\\_news](http://www.dailymotion.com/farennes/video/x833br_lou-marin-albert-camus-et-les-liber_news)